



À : Négociateurs de l'Union européenne à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

Les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux ainsi que pour le reste du Monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** En dépit de modestes réductions des émissions depuis 1990, les émissions de l'UE continueront d'augmenter si nous ne poursuivons pas nos efforts. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos États membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.

Opinion publique

La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La plupart soutiennent la recherche d'accords internationaux pour agir sur le climat. Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et à des initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et le terrorisme. Plus important encore, le public s'oppose fortement à un quelconque accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des États-Unis et des pays en développement, en particulier de la Chine.

Opportunités

Au-delà de la stabilisation du climat, réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies renouvelables crée des emplois, réduit notre dépendance au pétrole et gaz étrangers et améliore la qualité de l'air.

Action de l'UE

L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. Lors des négociations sur le climat à Paris, l'UE s'est engagée à réduire de 40% ses émissions de GES d'ici à 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il requiert de nouvelles régulations qui doivent être mises en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires. Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

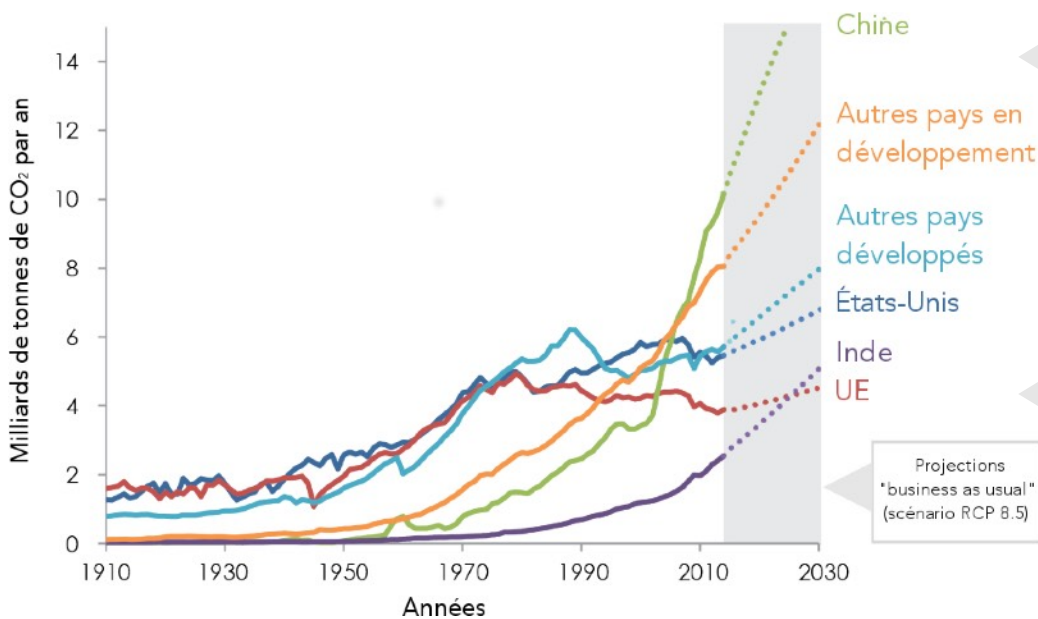
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études, dont le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

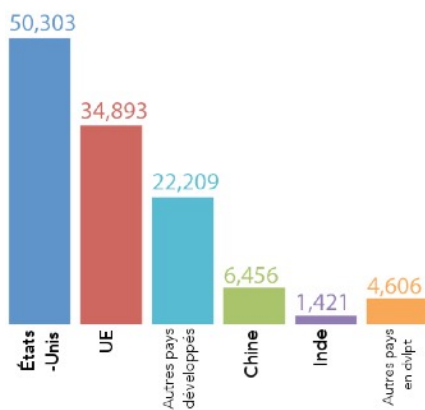
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



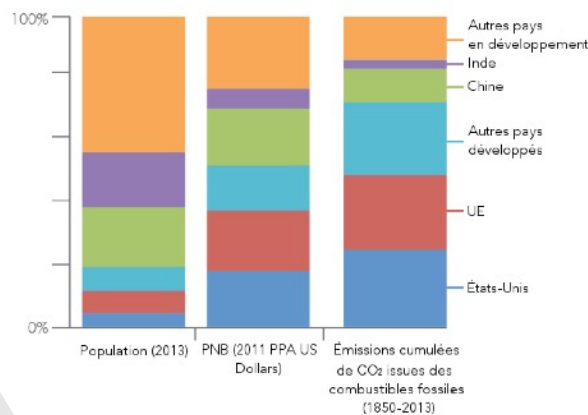
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

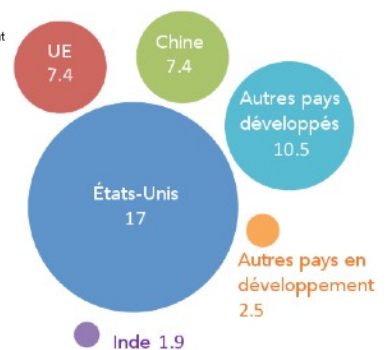
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).